



Caisse Centrale d'Activités  
Sociales du Personnel des Industries  
Electrique et Gazier

[www.ccas.fr](http://www.ccas.fr)



Montreuil, le 17 avril 2019

Réf : 2019.04.069 PRE

## COMMUNIQUÉ DES PRÉSIDENTS

### Solidarité Yémen

Dans la soirée du lundi 15 avril, les médias du monde entier étaient rivés sur l'incendie qui ravageait Notre-Dame de Paris, diffusant en continu les images de la cathédrale et les centaines de pompiers à pied d'œuvre.

Nous comprenons l'émotion suscitée par cet évènement. Pourtant, au cours de cette même journée, deux informations majeures étaient également diffusées mais rapidement éclipsées.

D'une part, les projets du gouvernement pour scinder EDF, patrimoine industriel français, qui auraient pour conséquences directes : la création de deux entités, un danger de remise en cause du statut national des IEG, un accroissement de la part privée du capital, ou encore une augmentation des factures d'électricité.

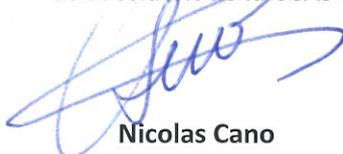
Et d'autre part, les révélations d'un collectif de journalistes français, s'appuyant sur un document du renseignement militaire, sur l'usage massif d'armes françaises dans la guerre au Yémen, qui accuse le gouvernement de « mensonge d'Etat ».

Depuis 4 ans, une guerre fait rage au Yémen : l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, à la tête d'une coalition arabe, bombardent quotidiennement le Yémen, faisant plusieurs milliers de victimes civiles et détruisent, au moyen d'armes fournies par des pays occidentaux, des infrastructures essentielles à la survie de la population yéménite. Ces bombardements ont largement contribué à plonger le Yémen dans une grave crise humanitaire et alimentaire : 14 millions de personnes pourraient être en situation de « pré-famine » et 85 000 enfants seraient morts de faim ou de maladies depuis le début du conflit.

Au-delà de la question du rôle des médias et de la nécessité d'instaurer des règles de traitement pluraliste et démocratique de l'information, les valeurs que nous portons, la solidarité entre les peuples, inscrite dans les orientations politiques des Organismes, nous engagent, devant cette actualité, à demander l'arrêt des ventes d'armes en direction des pays qui alimentent le conflit au Yémen et la fin des bombardements, pour permettre un accès à l'aide humanitaire et aux importations commerciales à l'ensemble de la population.

Satisfaire aux besoins fondamentaux tels que l'eau, l'énergie, les soins, est une exigence pour laquelle les Activités Sociales s'engagent à tous niveaux.

Le Président de la CCAS



Nicolas Cano

Le Président du Comité de Coordination  
des CMCAS



Jean-François Coulin